LA VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC À ALGER FRUCTUEUSE

L'accord de libre-échange en voie de négociation

Les négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange algéro-turc vont être entamées. C'est l'un des résultats principaux de la visite d'Etat à Alger du Premier ministre turc, Reccep Tayyip Erdogan, l'occasion d'une quête soutenue vers le renforcement du partenariat stratégique entre les deux pays.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Certes dense et diversifiée, la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la Turquie reste encore insuffisante et doit être ainsi boostée. C'est le message qu'a transmis mardi soir à l'hôtel El Aurassi, le Premier ministre turc, Reccep Tayyip Erdogan, en présence notable du Premier ministre Abdelmalek Sellal, et d'un parterre de 130 entrepreneurs turcs et de 600 opérateurs économiques algériens, réunis lors d'un forum d'affaires.

Des échanges de 10 milliards de dollars ciblés

Estimés en 2012 à 5 milliards de dollars, les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint «des niveaux supérieurs» mais doivent être doublés, a escompté M. Erdogan. Rappelons dans ce contexte que la Turquie a été classée 8e client de l'Algérie avec 3,04 milliards de dollars et son 7e fournisseur avec un montant de 1,78 milliard de dollars en 2012. «Dorénavant, le volume des échanges devrait atteindre les 10 milliards de dollars. Nous devons y arriver», affirmera l'officiel turc, mettant l'accent, par ailleurs, sur la position stratégique du marché algérien par rapport à l'Afrique, le monde arabe et l'Europe. Mais aussi en exprimant le soutien turc à l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du Commerce.

L'occasion pour le Premier ministre turc d'une annonce importante, répondant au vœu récurrent des opérateurs économiques turcs, celle relative à la conclusion d'un accord de libre-échange entre les deux pays. «Des instructions seront données pour entamer des négociations concernant la conclusion d'un accord de libre-échange», a indiqué M. Erdogan, laissant entendre que le gouvernement algérien y a donné son accord. Mais aussi le Premier ministre turc d'évoquer l'acceptation réciproque des certificats alimentaires, facilitant ainsi l'accès des produits turcs au marché algérien. Comme l'on rappelle la prorogation pour 10 ans du contrat de livraison de 4,3 milliards de mètres cubes de gaz algérien vers la Turquie, en vigueur depuis 1995 et arrivant à expiration en 2014.

Booster la dynamique d'investissements

Outre cette dimension commerciale, la coopération bilatérale est également appelée à se renforcer davantage en termes d'investissements physiques, même si 51 accords et 35 investissements turcs ont été impulsés depuis 2006, a indiqué Reccep Erdogan. Prônant, à l'instar du Premier ministre Abdelmalek Sellal et du ministre de l'Industrie, Cherif Rahmani, le renforcement du partenariat «stratégique» avec l'Algérie, la nécessité d'«aller de l'avant» et de conforter cette dynamique, cette «priorité» par «une assise institutionnelle», l'hôte turc évoque ainsi de multiples opportunités d'investissement. Qu'il s'agisse des secteurs de la sidérurgie et du textile où plusieurs projets sont déjà lancés, des infrastructures de base, l'industrie électrique et électroménager, l'immobilier, la chimie et pharmaceutique, l'agroalimentaire, le tourisme, qu'en termes d'assistance technique, échanges d'expertises et développement du management.

Des opportunités que les 2 000 rencontres B2B qui ont eu lieu lors de ce forum d'affaires, organisées en collaboration entre l'Association turque des industriels et d'hommes d'affaires indépendants (Musiad) et le Forum des chefs d'entreprises (FCE), et sous l'égide du ministère turc de l'Economie et le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements, permettront de concrétiser, escompte-t-on. Comme il s'agit de booster la participation des entreprises turques dans le programme de développement infrastructurel 2010-2014. Cela même si des marchés de près de 7 milliards de dollars dans le secteur de la construction et des travaux publics ont été déjà remportés par des entreprises turques, quelque 160 entreprises turques ayant participé à la réalisation de 195 projets.

Des investissements potentiels que la maturation d'un accord bilatéral de protection réciproque des investissements devrait également protéger, selon le ministre turc de l'Economie, Zafer Caglayan. De même que ces engagements seront confortés au plan financier. «Des instructions seront données pour les banques centrales des deux pays qui œuvrent à ce que les lettres de garantie émises par les banques turques soient valables en Algérie», a déclaré Reccep Erdogan.

D'autres avancées réalisées

Autre avancée pour la coopération bilatérale, la suppression des visas d'entrée, comme l'a souhaité le Premier ministre turc lors de ce forum d'affaires mais aussi lors de son discours devant les membres de l'Assemblée populaire nationale. Indiquant que 100 000 touristes algériens visitent la Turquie même si le nombre de touristes turcs reste faible, l'hôte turc a, cependant, souhaité que l'exemption des visas qui a été appliquée pour 70 pays le «sera également pour l'Algérie».

Autre résultat positif de cette visite d'Etat, l'augmentation de la programmation des vols de la compagnie aérienne turque Turkish Airways à trois vols quotidiens, outre l'extension potentielle des dessertes vers Oran et Constantine. Par ailleurs, Tayyip Erdogan a évoqué des mesures visant une meilleure couverture sociale et autre de la communauté turque en Algérie, estimée à 7 000 ressortissants.

L'occasion, lors de ce forum d'affaires, de relever le dynamisme de l'économie turque, la 6e au niveau européen et la 17e dans le monde, basée sur l'ouverture, la compétitivité et l'internationalisation mais également appelée à se projeter, selon M. Erdogan, au 10e rang à l'horizon 2023. Mais aussi l'existence d'une «vision à long terme» en matière d'expansion économique, relèvera l'officiel turc.

C. B.

ORAN : LE PREMIER MINISTRE TURC INAUGURE LE COMPLEXE SIDÉRURGIQUE TOSYALI :

«L'Algérie est un pays stable et défendra sa stabilité jusqu'au bout»

Une phrase solennelle prononcée hier à Oran par le Premier ministre Abdelmalek Sellal à l'occasion de la visite de travail qu'il effectuait en compagnie de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

Au menu de cette visite, l'entrée en production de l'aciérie électrique du groupe turc Tosyali, installé dans le nouveau pôle économique de Bethioua. Spécialisée dans la production du rond à béton, cette usine a été réalisée dans un délai record de 19 mois et elle emploie 4 500 travailleurs. Spécialisé dans l'aciérie et la métallurgie, le nouveau pôle économique a pour objectif de réaliser un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard de dollars.

Prenant la parole, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a, tout en se félicitant de ce partenariat important avec la Turquie, tenu à souligner que «l'Algérie est un pays stable et défendra sa stabilité jusqu'au bout». «L'Algérie a pour objectif fondamental de récupérer l'ensemble de sa base industrielle et économique», dira-t-il.

Pour sa part, Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre turc, a tenu, avant tout, à souhaiter un prompt rétablissement au président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Il évoquera par la suite le montant des échanges économiques avec l'Algérie réalisés en 2012 et qui s'élève à 5 milliards de dollars, avec pour objectif de doubler ce chiffre à l'avenir.

Premier point du programme de la visite de cette importante délégation, composée de 500 personnalités algériennes et turques, la raffinerie RA1Z située à Arzew, qui compte plusieurs installations importantes telles que l'unité de distillation atmosphérique (U.11 qui produit 3 750 000 tonnes/an).

La visite s'est poursuivie au niveau du complexe GL 1Z, qui a pour objectif de traiter 10,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an.

La délégation s'est rendue par la suite au niveau de l'aciérie électrique laminoir de Bethioua, un point important de la visite de travail du Premier ministre turc qui a procédé au lancement officiel de cet important investissement qui a coûté 26 milliards de dinars. Les travaux avaient été lancés en septembre 2011 et le projet a été achevé 19 mois plus tard. Un record dans la réalisation que n'a pas manqué de souligner lors de sa visite de travail dans la wilaya d'Oran au mois d'avril, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, en se demandant «pourquoi les Turcs parviennent à réaliser un tel projet en 19 mois seulement et pas nous. Nous, nous l'aurions réalisé en 19 ans !», avait-il lancé.

Il s'agit là de la plus grande usine sidérurgique privée en Algérie avec une capacité de production annuelle de 1 250 000 tonnes.

La visite s'est achevée telle qu'elle a commencé par un branle-bas de combat du service de sécurité turc qui veillait à ce que personne n'approche le Premier ministre turc et la délégation qui l'accompagnait empêchant ainsi toute tentative d'approcher Recep Tayyip Erdogan.

Les ressortissants turcs qui voulaient prendre des photos de lui ont dû se contenter du grand poster affiché aux côtés de celui du président Bouteflika.

Amel Bentolba

SIEMENS ALGÉRIE EXPLIQUE SA STRATÉGIE

Comment lutter contre la corruption dans l'entreprise

Ebranlée par un scandale de corruption en 2008, l'entreprise Siemens s'est engagée depuis à mettre en place un système de contrôle interne à même de «préserver ses valeurs d'intégrité et d'éthique». La question a été débattue, hier, au siège de cette entreprise, en présence d'un groupe d'étudiants de l'USTHB qu'elle parraine.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La communication assurée hier par la responsable conformité au niveau de Siemens, Inès Boushaki, en présence du responsable de la région Afrique, a été d'un apport considérable et dénote de l'importance que cette entreprise allemande accorde à la lutte contre le phénomène de la corruption.

Le contexte de cette communication n'est pas fortuit, même si la conférencière a indiqué «qu'aucun cas de ce genre n'a été enregistré à leur niveau en Algérie». Mais il n'en demeure que la question est plus que jamais au centre d'intérêt des responsables de Siemens Algérie.

D'ailleurs, en guise d'introduction, Inès Boushaki a tenu à rappeler le scandale dont avait été victime l'entreprise en 2008. «Les évènements qu'a connus Siemens représentent le plus grand scandale de corruption qui ait jamais touché l'Allemagne à ce jour. Près de 1,3 milliard d'euros ont été identifiés comme étant des paiements suspects», a-t-elle expliqué. Conséquence : «250 personnes ont été renvoyées et autour de 120 directeurs ont été amnistiés, le conseil de surveillance de Siemens a réclamé des dommages et intérêts à dix anciens directeurs, un ancien président du Conseil de surveillance a aussi consenti à payer 1 million d'euros, des procédures ont été lancées par le bureau du procureur contre plusieurs anciens directeurs pour des délits administratifs et des amendes ont été imposées pour des infractions aux obligations de contrôle, alors que dans plusieurs pays, des procédures individuelles sont aussi en cours à l'encontre d'anciens directeurs à Siemens.»

«Le scandale a marqué un grand tournant dans l'approche de la lutte contre la corruption et la façon de mener les enquêtes, et des mesures ont été mises en place pour lutter contre toute forme de corruption.» «Le progrès substantiel dans la lutte contre la corruption – également pour développer des marchés propres pertinents pour des sociétés agissant avec intégrité — exige l'action commune de tous ou au moins d'un grand nombre d'acteurs du marché et d'autres parties prenantes. Pour cette raison, Siemens participe aussi à des actions collectives en dehors de la société pour combattre la corruption», explique-t-on. Le système mis en place, appelé «système de compliance», est basé sur trois principes fondamentaux. Il s'agit de la prévention à travers la formation, la mise en place des procédures et la communication.

Le second volet a trait à la détection à travers l'investigation compliance, et le contrôle alors que le troisième volet est relatif aux réponses qui touchent les sanctions, le suivi général et la surveillance de l'efficacité.

Le débat organisé hier par Siemens Algérie se veut comme un message fort destiné aux autorités algériennes, dont la lutte contre la corruption domine depuis quelque temps le discours officiel.

A. B.

Publicité

COMMÉMORATION

À la mémoire de Ferhat CHERKIT

Le 7 juin 1994, Ferhat CHERKIT était lâchement assassiné par les terroristes islamistes.

Par devoir de mémoire et afin que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement sur sa tombe aura lieu le vendredi 7 juin à 10h au cimetière d'El Alia.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Un personnage à frasques, répondant au nom de Baha Eddine Tliba, qu'un malheureux concours de l'histoire a indûment propulsé au rang de député, a encore fait des siennes : mardi 4 juin 2013, ce sinistre individu s'en est pris d'une manière vulgaire à notre confrère Farouk Batiche, reporter photographe à l'Agence France Presse (AFP), alors qu'il assurait la couverture du discours du Premier ministre turc devant l'Assemblée populaire nationale.

Cette honteuse scène a eu lieu à l'intérieur même de l'hémicycle et au moment où l'auguste invité de l'Algérie prononçait son discours ! C'est dire que ce ne sont donc pas les témoins qui manquent en prévision de notre action en justice contre cet individu.

Bien sûr, le Syndicat national des journalistes qui exprime, ici, son entière solidarité avec son confrère victime de l'agression, demande l'entame, sans délai, de la procédure de la levée de l'immunité parlementaire à cet indu député, pour que la justice puisse se pencher sur son cas et parce que cela y va de la crédibilité même de cette institution, l'Assemblée populaire nationale, dont l'image a été plusieurs fois ternie par les agissements néfastes de ce récidiviste.

P/ le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général : Kamel Amarni